










Analyse croisée : pilier 3 soutien à la société civile

	En phase sur les valeurs en engagements défendus, traduites par des propositions concrètes
	En phase les valeurs en engagements défendus, sans y retrouver nos recommandations concrètes de politique publique
	Contraire à nos valeurs

	SOUTENIR LA SOCIÉTÉ CIVILE Environnement favorable pour les ONG			
	La vision	Les engagements et les propositions	Et dans le programme...ça se confirme ? Qu'est-ce qu'ils disent sur nos sujets ?	L'analyse de Coordination SUD
 TdL : Nicolas Dupont-Aignan	<p>Importance primordiale de la représentation de la société civile dans notre démocratie. La société civile représente dans une démocratie légitimement le lien fondamental entre l'Etat et les citoyens.</p>	<p>Protéger des innocents ou des lanceurs d'alerte victimes des réseaux financiers. La France doit offrir l'asile à tous les militants ou minorités persécutées mais cesser des fausses croisades contre des régimes démocratiques légitimes.</p> <p>Refuser toute ingérence dans la vie interne des nations, surtout des démocraties où les conflits sont arbitrés par le vote des citoyens.</p> <p>Cesser de financer des régimes autoritaires et antidémocratiques. Les 9.5 milliards d'euros versés par l'UE à la Turquie au titre de la préadhésion et de la crise migratoire sont inacceptables et Debout la France exigera l'arrêt de tous les versements.</p>	<p>Le deuxième des cinq piliers du programme veut « placer les démocraties nationales au cœur de l'Europe », mais rien n'est dit sur le rôle des organisations de la société civile pour faire vivre cette démocratie.</p>	<p>Bien que le parti se dise favorable aux organisations de la société civile comme piliers de la démocratie, il n'avance pas de propositions concrètes pour assurer un environnement propice à leur action. Le programme ne reprend aucune des recommandations avancées par Coordination SUD pour soutenir la société civile.</p> <div style="text-align: right;"></div>
 TdL : Yannick Jadot	<p>Rôle crucial des ONG en matière de sauvetage en mer, d'aide aux migrant-e-s et d'accueil des personnes exilées, ainsi que pour le bon fonctionnement d'une démocratie. Acteur incontournable de la gouvernance mondiale.</p> <p>Dénonciation de la criminalisation des ONG de la part des responsables politiques.</p>	<p>Défendre de la liberté d'expression et d'action des organisations de la société civile tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire européen.</p>	<p>Cinquième pilier (sur 5) : rendre l'Europe aux citoyennes et aux citoyens. Proposition d'une Constituante européenne pour redistribuer les pouvoirs en Europe et renforcer le pouvoir des citoyen-ne-s.</p> <p>Créer une Haute Autorité européenne de la Transparence, abroger la directive sur le secret des affaires et adopter une protection européenne des lanceurs-euses d'alerte et des associations œuvrant pour l'intérêt général.</p> <p>Ces propositions n'apparaissent pas dans le questionnaire remis à Coordination SUD.</p>	<p>Le programme politique fait la part belle à la citoyenneté, qui est l'un des cinq piliers. Cependant, l'accent est mis sur les individus, sans mention spéciale du rôle des organisations de la société civile et des propositions ciblées pour les soutenir. Exception est faite pour la création de la Haute Autorité européenne de la Transparence, qui outre les lanceurs-euses d'alerte doit protéger les associations œuvrant pour l'intérêt général. Si l'expression du parti est favorable à un soutien des ONG solidaires envers les personnes migrantes, et de la liberté d'association partout dans le monde, cela n'est pas repris dans le programme politique.</p> <div style="text-align: right;"></div>
 TdL : Raphaël Glucksmann	<p>Les OSC sont des actrices de la solidarité internationales par leur rôle d'alerte et d'éducation citoyennes, de veille et de propositions qui inspirent les politiques publiques.</p>	<p>Volonté de défendre les OSC, en Europe comme dans le reste du monde, et de surcroît lorsque les pays tiers concernés bénéficient du soutien de fonds européens.</p> <p>Autoriser le financement de la part de l'Union européenne des organisations portant secours aux victimes au Méditerranée.</p> <p>Elaborer un processus alternatif à l'article 7 du TFUE, qui permettrait un échelonnement de sanctions lesquelles comprendraient une diminution progressive de fonds européens.</p>	<p>La programme contient plusieurs propositions pour soutenir l'espace démocratique, dont la systématisation des sanctions envers les Etats qui ne respectent pas l'Etat de droit et les libertés fondamentales et le soutien de la vie associative et le bénévolat en Europe à travers notamment un accès facilité au Fonds social européen et une meilleure reconnaissance du secteur non lucratif.</p>	<p>La vision et engagements exprimés sont en phase avec les recommandations de Coordination SUD. A noter la proposition, dans le programme du parti, de réduction des fonds européens des pays non respectueux de l'espace des OSC, la dénonciation du « délit de solidarité » et la volonté de soutenir l'accès des associations au Fonds social européen.</p> <div style="text-align: right;"></div>
 TdL : Benoît Hamon	<p>La société civile locale ou nationale doit être partie prenante de la gouvernance et de la mise en œuvre de la solidarité internationale, et être associée aux processus de redevabilité de l'aide. Son rôle d'alerte, de vigies et de leviers d'interpellation sont essentiels, et elles ont un rôle clé dans la conduite du changement social.</p>	<p>Défendre les espaces démocratiques en Europe et l'Etat de droit.</p> <p>Promouvoir des acteurs locaux et nationaux, et des financements directs des ONG locales et nationales.</p> <p>Création d'un mécanisme de lobby citoyen, composé d'ONG, de syndicats et de citoyen-ne-s tiré-e-s au sort, doté des prérogatives et des moyens d'informer, de mobiliser et de contrôler les institutions européennes.</p> <p>Exiger la présence d'une vigie éthique –personnalité issue des organisations de la société civile- pour toute réunion entre des lobbyistes et des décideurs européens.</p> <p>Créer agence indépendante de recherche et de sauvetage visant à sauver, accueillir et gérer l'entrée des migrant-e-s en Europe</p>	<p>Le premier pilier, sur 12, est dédié à la démocratie. Parmi les propositions : amélioration de l'Initiative Citoyenne Européenne (IEC), mise en place d'un organe indépendant de surveillance pour enquêter sur les violations de l'Article 2 du Traité de l'Union Européenne qui garantit la dignité, la liberté, la démocratie, l'égalité, le respect de l'état de droit, l'indépendance judiciaire et le respect des Droits Humains dans tous les états membres de l'UE ; protection des lanceurs d'alerte.</p> <p>Proposition d'associer les organisations de terrain au processus budgétaire et de financer leurs propositions à projets.</p> <p>Décriminalisation de la solidarité</p>	<p>Les éléments de vision sont partagés avec Coordination SUD. Le rôle de « watchdog » est mis en avant via des mécanismes permettant de prendre en compte la parole des ONG dans le fonctionnement des institutions européennes. Le programme inclut des propositions pour assurer l'espace démocratique et pour financer les ONG.</p> <div style="text-align: right;"></div>

 <p>La France insoumise</p> <p>TdL : Manon Aubry</p>	<p>Les organisations de société civile jouent un rôle essentiel dans le développement des sociétés et dans la vie démocratique. Elles structurent la vie sociale, permettent l'expression d'opinions diverses dans le débat public, l'accès à l'information et la lutte contre l'impunité des acteurs publics et privés.</p>	<p>Mettre un terme à la criminalisation des sauveteurs en mer, notamment des ONG.</p> <p>Les OSC doivent bénéficier de moyens, d'une liberté et d'un espace d'action suffisants.</p> <p>Défendre la place et le rôle des organisations de société civile dans l'Union européenne et dans ses pays partenaires</p> <p>Abroger la directive sur le secret des affaires qui protège les intérêts particuliers des entreprises au détriment des lanceurs d'alerte</p> <p>Une directive protégeant le droit à l'information, renforçant la protection des lanceurs d'alerte, et limitant la concentration des médias entre les mains de groupes industriels et financiers.</p>	<p>Le parti défend certes l'abolition du délit de solidarité au niveau européen, mais ne parle pas du rôle des ONG ni des politiques pour défendre leur espace d'action.</p>	<p>Si la vision des organisations de la société civile présente dans l'expression du parti est en ligne avec ce qui est défendu par Coordination SUD, notamment la mention des moyens nécessaires à leur action, il n'y a pas de proposition concrète pour favoriser l'espace de ces acteurs en Europe et au-delà. D'ailleurs, le sujet n'est pas abordé dans le programme du parti.</p> 
 <p>les IR Républicains</p> <p>TdL : François-Xavier Bellamy</p>	<p><i>Le parti n'a pas répondu au questionnaire et ces éléments ne se trouvent pas dans le programme</i></p>	<p><i>Le parti n'a pas répondu au questionnaire et ces éléments ne se trouvent pas dans le programme</i></p>	<p><i>Thématique absente du programme</i></p>	<p>Le parti n'a pas de vision ni de propositions relatives au rôle de la société civile dans la vie démocratique et dans la politique de développement et de solidarité internationale. Ce sujet est complètement absent de leur projet.</p> 
 <p>Lutte ouvrière</p> <p>TdL : Nathalie Artaud</p>	<p>Nous défendons la liberté d'association, d'organisation de tous et la liberté de presse.</p>	<p>Combat permanent pour le droit de s'organiser et s'exprimer.</p> <p>Défendre les mobilisations populaires et l'intervention massive de la population dans la vie sociale et économique.</p> <p>Mener des combats communs contre l'exploitation et la domination économique.</p> <p>Financer des associations animées par des militants n'importe où dans le monde plutôt que des entreprises européennes qui pillent et exploitent.</p>	<p>Les éléments de valeur et engagement général se retrouvent dans le programme du parti, mais il n'y a pas de mention au rôle des ONG.</p>	<p>Si le parti s'exprime en faveur de la liberté d'association et d'organisation, il ne porte pas des mesures concrètes en faveur des organisations de la société civile dans ses documents programmatiques, telles que défendues par Coordination SUD.</p> 
 <p>PCF</p> <p>TdL : Ian Brossat</p>	<p>Les organisations de la société civile et les lanceurs d'alerte sont un maillon essentiel de la vie démocratique</p>	<p>Consulter les ONG et respecter leur liberté d'expression</p> <p>Créer des espaces qui permettent aux citoyen·e·s d'être des acteurs politiques reconnus en tant que tels.</p> <p>Demander aux Etats d'abolir le délit de solidarité</p> <p>Créer un observatoire des libertés et droits d'expression des organisations de la société civile à l'échelle de l'UE</p>	<p>Le programme est structuré autour de 8 combats, dont un est celui de la défense de la démocratie. La démocratie défendue par le parti est surtout structuré autour des citoyens et citoyennes. Si les associations et les organisations syndicales sont citées, il n'y a pas de mesure explicite pour défendre l'espace des OSC. Les ONG sont par ailleurs citées comme acteurs de pression dans une éventuelle campagne citoyenne contre l'évasion fiscale.</p>	<p>Si dans l'expression du parti on trouve des éléments de langage partagés avec Coordination SUD, notamment sur le rôle des ONG dans la vie démocratique, il n'y a pas dans le programme des engagements ni des propositions concernant directement ces acteurs. La démocratie est certes un élément clé parmi les combats du parti, mais ce sont surtout les citoyens et citoyennes qui sont mis en avant, sans qu'il y ait des mesures explicites pour défendre l'espace des OSC.</p> 
 <p>RENAISSANCE</p> <p>TdL : Nathalie Loiseau</p>	<p>Reconnaissance du travail opéré par les ONG actives dans le sauvetage en mer, qui ont largement contribué à sauver des vies et qui sont l'expression de la société civile pour un monde plus respectueux des droits fondamentaux.</p>	<p>Soutenir sans mesure les organisations de la société civile car elles rendent un véritable service d'intérêt général.</p> <p>Défendre les droits des OSC à l'extérieur de l'UE.</p> <p>S'appuyer sur l'expertise des OSC en vue de la prise des décisions en matière d'action extérieure.</p> <p>Favoriser la coordination des interventions entre des ONG et l'agence Frontex pour le sauvetage en mer. Car il s'agit de moyens humains et matériels supplémentaires dévolus à cette cause mais aussi parce que les ONG ont aussi une fine connaissance du terrain, notamment de la mécanique des passeurs.</p> <p>Soutenir, à chaque fois qu'elles seront nécessaires, des procédures disciplinaires à l'encontre des Etats qui ne respectent pas les droits fondamentaux et les valeurs de l'UE.</p> <p>L'accès aux fonds européens doit être conditionné par le respect de l'Etat de droit.</p>	<p>L'un des axes du programme, intitulé « Rendre l'Europe aux citoyens », propose comme mesure phare le conditionnement de l'accès aux fonds européens au respect de l'Etat de droit et à la convergence sociale, mesurés chaque année. S'il y a un soutien à un espace de liberté et de non-discrimination, rien n'est dit sur le rôle des ONG dans la vie démocratique et le nécessaire soutien de celles-ci.</p>	<p>La reconnaissance des contributions positives des ONG et l'engagement à les défendre est à saluer, mais cela ne se traduit pas par des propositions concrètes. De plus, la suggestion de favoriser la coordination entre des ONG actives dans le sauvetage en mer et Frontex est problématique, dans la mesure où le mandat de cette agence et le manque de contrôle politique sur celle-ci sont des éléments critiqués par Coordination SUD.</p> 